



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 28 janvier 2019

Acte XII samedi prochain et acte XII bis mardi 5 février :

Tous ensemble, contre Macron et nos patrons !

Décidément, rien ne marche pour faire rentrer les Gilets jaunes dans le rang. Après la série de petits meetings de Macron pour vendre son programme avec des airs de campagne électorale, ses partisans ont tenté une opération « Foulards rouges » en scandant des slogans en soutien à la police et pour le rétablissement de « l'ordre républicain ». Pas de quoi changer la donne. Pendant ce temps, Macron discutait vente d'armements en Égypte avec le dictateur Al-Sissi. Tout un programme ! Reste le « grand débat » dans lequel Macron a entraîné des maires, des politiciens de gauche ou de droite comme Wauquiez, mais pas de Gilets jaunes, tenus à l'écart des réunions par les policiers et pas dupes de la manœuvre.

Les Gilets jaunes ne lâchent pas l'affaire

Le mouvement des Gilets jaunes tient le coup et s'est même ancré dans le paysage au rythme des manifestations du samedi, puisque le gouvernement n'a rien lâché sur les revendications. Alors qu'ils luttent contre la vie chère, les bas salaires et la galère quotidienne, Macron et Édouard Philippe se paient le ridicule de proposer comme issue potentielle du « débat » l'aménagement de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales...

Mais les Gilets jaunes se battent pour leur avenir, pour vivre et ne plus survivre. Des dizaines de milliers de personnes sont déterminées à tenir face au gouvernement en manifestant le week-end. Sans compter la majorité de la population, selon les sondages, qui soutient la lutte des Gilets jaunes sans encore descendre dans la rue.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement, le gouvernement cherche à faire peur en envoyant la police tirer au flash-ball sur les manifestants, avec les blessures graves qui s'ensuivent.

Mais malgré les manœuvres d'intimidation, la loi liberticide dite « anti-casseurs » de Castaner, le bras de fer contre Macron se poursuit.

Le week-end des 26 et 27 janvier, dans la petite ville de Commercy, dans la Meuse, des Gilets jaunes d'une centaine de villes se sont réunis en une « Assemblée des assemblées » pour un grand débat sur leurs propres revendications et leurs perspectives. L'initiative devrait avoir une suite. D'autant qu'elle se fait l'écho de l'appel à étendre la mobilisation aux entreprises dans la première semaine de février.

Préparons le 5 février dans les entreprises

Les syndicats CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester le 5 février. Certains groupes de Gilets jaunes ont répondu à l'appel et ont eux aussi lancé le mot d'ordre de grève, et pourquoi pas, de grève illimitée. Après l'acte XII de samedi prochain, il y aura donc un acte XII bis, le mardi suivant.

Cette journée de grève est l'occasion de lancer la lutte des Gilets jaunes sur les lieux de travail

Depuis le début, des travailleurs et certains militants syndicaux cherchent comment se joindre au mouvement, car ils se sentent solidaires de sa détermination et de ses revendications. De l'autre côté, ceux qui ont pris l'habitude d'aller sur les ronds-points ou de manifester le samedi pourraient enfile, en semaine, le gilet jaune avec leurs collègues.

Pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour toutes les revendications du monde du travail. Passer à la grève dans les entreprises permettra d'accroître la pression sur le patronat qui s'enrichit de notre travail.

Pour réussir ce 5 février et passer enfin à l'offensive, il faudra préparer cette mobilisation à la base. Les Gilets jaunes n'ont pas attendu de directives venues d'en haut pour se mettre en mouvement. Leur détermination a semé la panique au gouvernement. C'est le moment, avec eux, tous ensemble, de se faire sérieusement craindre du grand patronat.

Alerte enlèvement

Nombre d'entre nous, qui travaillons dans certaines boîtes de sous-traitance, sommes toujours sans nouvelle de notre prime "Gilets Jaunes". La dernière fois qu'elle aurait été vue, il y a déjà plus d'un mois, elle était aux mains de directeurs et de RH.

L'urgence aujourd'hui, c'est de lancer un vaste plan de recherches en ratissant tout le centre, si possible en cortège, pour trouver la prime et exiger sa distribution au plus vite.

Cachez cette réorg que je ne saurais voir

Après les revenus dissimulés par Carlos au Japon, voici maintenant la réorganisation dissimulée par des hiérarchiques au PIM. Salariés changés de banc sans leur avis, mobilités bloquées, CE et CHSCT non consultés : c'est vraiment tout pour les besoins du "service" et rien pour nos aspirations.

Une raison supplémentaire de montrer notre colère lors des prochains débrayages. Pour renverser la vapeur, il faut s'y mettre tous ensemble.

Macron-Bolloré, même combat

La semaine dernière, on a reçu par mail une lettre du nouveau directeur général de Renault Thierry Bolloré. Il se vante de la confiance qui lui est accordée, un gag quand on voit son nom mêlé dans la presse à quelques-unes des magouilles hollandaises de Ghosn. Mais ce courrier nous fait surtout penser à celui que Macron a envoyé pour lancer son "grand débat". Comme lui qui ne veut rien changer sur l'ISF, Bolloré nous dit qu'il appliquera le plan de Ghosn "Drive The Future". Et comme Macron, il nous promet une "gouvernance renouvelée".

On ne se fera pas enfumer, le débat à Lardy, il faut le mener entre salariés, en grève et devant le site !

Après le mégalo-Ghosn, le noble président Sénard

L'ex-patron de Michelin est présenté comme plus « social » que son prédécesseur par la presse et par certains syndicats adeptes de la « concertation », mais en réalité, son CV a de quoi plaire aux actionnaires : suppression de 730 emplois sur le site de Joué-les-Tours en 2013, fermeture programmée de l'usine de Dundee (Écosse) en 2020 avec 850 salariés menacés, plan de départs volontaires de 970 personnes à Clermont-Ferrand, sans parler de son passé plus lointain quand il « restructurait » Péchiney...

Bref, un *cost-killer* comme les autres, malgré son style aristo... Ce vénérable membre de la *Réunion de la Noblesse Pontificale* (une association chic de nobles catholiques) a surtout l'avantage d'être proche de Macron et donc plus soumis à l'État français. Entre lui et Bolloré, il n'y aura pas de bon et de mauvais flics, juste deux larbins des capitalistes.

Inspecteur la Bavure

Plus l'enquête sur Carlos Ghosn avance, plus la pelote se déroule ! *Médiapart* a ainsi dévoilé que

RNBV, le holding hollandais créé par Ghosn pour gérer l'Alliance Renault-Nissan, a servi à financer Alain Bauer, intermédiaire très connu entre les milieux d'affaires et la classe politique, et particulièrement Nicolas Sarkozy... qui après 2011 voulait se débarrasser de Ghosn ! Ces missions rémunérées 280 000 euros par an concernaient la « *sécurité du groupe* » et la mise en place d'un « *dispositif éthique Groupe* ».

Mais rassurez-vous, après une enquête très fouillée, le fin limier n'a rien trouvé de contraire à l'éthique chez Renault.

The Vigilant

Carlos Ghosn doit avoir de quoi méditer sur l'amitié. À l'exception de la justice japonaise, tout le monde l'a lâché ! La palme de l'hypocrisie revient au ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui après avoir loué le patron de Renault et défendu pendant des semaines sa « *présomption d'innocence* », a fini par annoncer en personne la démission de Ghosn, puis déclaré qu'il ferait preuve d'une « *grande vigilance* » au sujet du plafonnement de ses indemnités de départ. Heureusement pour Carlos, la dernière fois que Le Maire avait appliqué une telle vigilance, c'était pour nous assurer que la situation fiscale de Ghosn était irréprochable en France. Alors qu'il était domicilié en Hollande depuis 2012 !

Alors pour que le talentueux PDG parte sans pactole, rien à attendre du gouvernement, il faut qu'on mette nous-mêmes un gros coup d'arrêt d'urgence à leur rapacité.

De l'argent, il y en a...

Voilà un cercle qui rétrécit : selon le rapport de l'ONG Oxfam, les 26 milliardaires les plus riches de la planète possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. En 2017, il en fallait 43 pour arriver à ce niveau.

Et on va nous expliquer que les riches payent trop d'impôts, qu'il faut nous serrer la ceinture ou réduire les services publics pendant qu'on supprime l'ISF et allège l'impôt sur les revenus du capital !

Le Pen et Macron ensemble contre les Gilets jaunes

Ce ne sont pas les quelques petits remous parmi les députés LREM qui empêcheront la loi « anti-casseurs » de Castaner d'être passée dans l'urgence. Alors que des milliers de personnes ont déjà été arrêtées, poursuivies ou blessées dans le mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement veut renforcer, les interdictions de manifester, les fouilles et le fichage des manifestants.

Marine Le Pen, qui se présente pourtant comme opposante à Macron, a immédiatement annoncé soutenir ce texte. La preuve que l'extrême droite est l'ennemi des luttes sociales et des libertés... la preuve aussi que Macron n'est en aucun cas un « barrage contre Le Pen », puisque c'est main dans la main qu'ils répriment la contestation.